



Bulletin du Forum mondial de l'eau

Un rapport quotidien du 5ème Forum mondial de l'eau

Publication de l'Institut international du développement durable en collaboration avec le Secrétariat du 5ème Forum mondial de l'eau

5th WORLD WATER FORUM
ISTANBUL 2009

iisd | Reporting
Services

EN LIGNE À: [HTTP://WWW.IISD.CA/YMB/WATER/WORLDWATER5/](http://www.iisd.ca/ymb/water/worldwater5/)
ÉDITION #3, VOLUME 82, NUMÉRO 18, JEUDI, 19 MARS 2009



5ÈME FORUM MONDIAL DE L'EAU: FAITS MARQUANTS DU MERCREDI 18 MARS 2009

Le 5ème Forum mondial de l'eau a repris ses travaux le mercredi 18 mars à Istanbul, Turquie. Les participants ont pris part à des présentations régionales sur l'Afrique, et sur la sous-région « à l'intérieur et autour de la Turquie ». Les Parlementaires se sont réunis pendant toute la journée pour préparer leurs contributions dans le cadre du processus politique. Les autres délégués ont continué à assister aux sessions thématiques et aux événements parallèles tout au long de la journée, tandis que la Foire et l'Exposition sur l'eau se déroulaient sur les deux sites du Forum.



Süleyman Demirel, ancien Président de la Turquie, s'adressant aux participants du Forum, à la Session sous régionale sur « à l'intérieur et autour de la Turquie »

SESSIONS REGIONALES

À L'INTÉRIEUR ET AUTOUR DE LA TURQUIE:

Haydar Koçaker, Directeur général des Travaux hydrauliques de la Turquie, a déclaré que la préparation pour le processus sous-régional incluait 22 sessions préparatoires basées sur une vaste consultation avec les parties prenantes.

Loïc Fauchon, Président du CME, a félicité le Gouvernement turc pour la grande qualité du 5ème Forum mondial de l'eau, et a souligné de nombreuses «premières» survenues au cours de ce Forum, notamment l'engagement dans le processus politique des acteurs gouvernementaux à quatre niveaux: autorités locales; parlementaires; ministres et chefs d'État. Il a déclaré que les résultats du Forum démontreront l'importance de l'eau dans le monde.



Haydar Koçaker, Directeur générale turque des Travaux hydrauliques de l'État



G-D: Oktay Tabasaran, Secrétaire général, Forum mondial de l'eau et Veysel Eroğlu, Ministre de l'environnement et de la foresterie, Turquie

que la Turquie a plusieurs siècles d'expérience en matière de gestion de l'eau, Istanbul étant le «centre des technologies de la gestion de l'eau».

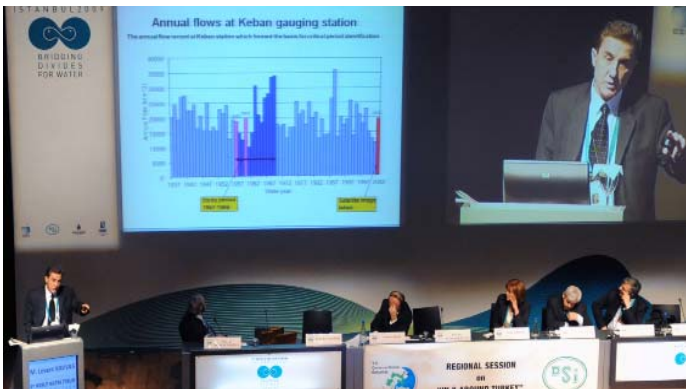
Süleyman Dimirel, ancien Président de la Turquie, a déclaré que les humains ont une obligation de protéger la terre à travers de meilleures pratiques de gestion de l'eau et a souligné que « l'eau est au centre de l'univers ». Affirmant que l'eau potable n'est pas abondante, il a relevé que la croissance démographique pourrait exacerber le fardeau des millions de personnes sans accès à l'eau potable et à un assainissement adéquat. Il a mis l'accent sur l'importance des barrages pour la croissance économique et le développement social.

Veysel Eroğlu a par la suite dirigé le panel ministériel sur les impacts du changement climatique dans la région. Il a souligné l'importance de la législation, des systèmes d'alerte



Veysel Eroğlu, Ministre de l'environnement et de la foresterie, Turquie

Le *Bulletin du Forum mondial de l'eau* est une publication de l'Institut international du développement durable (IIDD) <info@iisd.ca>, éditeurs du *Bulletin des Négociations de la terre* © <enb@iisd.org>. Ce numéro a été rédigé et édité par Robynne Boyd, Claudio Chiarolla, Alexandra Conliffe, Tallash Kantai, Wangu Mwangi, Kate Neville, et Anna Schulz. Photographie: Leila Mead. Éditeur numérique: Diego Noguera. Version française: Hélène Kom - révision: Pia M. Kohler, Ph.D. Éditeur: Lisa Schipper, Ph.D. <lisa@iisd.org>. Directeur du Service d'information de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Le financement de la couverture de cette réunion a été fourni par le Secrétariat du 5ème Forum mondial de l'eau. L'IIDD peut être joint par voie postale au 161 Portage Avenue East, 6th Floor, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; par téléphone au: +1-204-958-7700; et par télécopieur au: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans d'autres publications moyennant citation académique appropriée. Les versions électroniques du *Bulletin* sont transmises à travers notre liste de distribution e-mail (formats HTML et PDF) et sont disponibles en ligne au <<http://www.iisd.ca/>>. Pour tous renseignements sur le *Bulletin*, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du service d'information de l'IIDD par courriel à: <kimo@iisd.org>, par téléphone à: +1-646-536-7556 et par voie postale au 300 East 56th St., 11A, New York, NY 10022, États-Unis d'Amérique. L'équipe de l'IIDD au 5ème Forum mondial de l'eau peut être jointe par courrier électronique à: <alexandra@iisd.org>.



Levent Kavvas, Université de Californie, à Davis, lors de son intervention

précoce, des stratégies d'adaptation et de la coopération. Raed Abu Saud, Ministre de l'eau et de l'irrigation de la Jordanie, a souligné l'importance des mécanismes de coopération et des régimes juridiques pour les eaux transfrontalières. Baratli Koshmatov, Ministre adjoint de l'agriculture, des ressources en eau et de l'industrie de transformation du Kirghizistan, a parlé des mesures entreprises par son pays pour faciliter l'adaptation au changement climatique.

Abdelkbir Zahoud, Secrétaire d'État à l'eau et à l'environnement du Maroc, a parlé de l'importance de la science et de la technologie pour réaliser des partenariats entre les pays. Said Yokubzod, Ministre de la gestion des ressources en eau du Tadjikistan, a mis l'accent sur la nécessité d'inclure les ODM et les objectifs de la Décennie internationale de l'eau dans un processus régional, et a demandé de désigner l'année 2012, Année internationale de la Diplomatie de l'Eau

Hüseyin Gökçekuş, Recteur adjoint de l'Université du Proche-Orient, Turquie, a déclaré que le Partenariat mondial pour l'eau de la Banque mondiale met en relief les multiples défis qui se posent dans la Méditerranée, notamment la sécheresse dans le Nord Chypres. Eroğlu a parlé d'un projet qui vise à approvisionner cette région avec de l'eau transportée depuis le Sud de la Turquie dans un pipeline suspendu.

Dans une session technique modérée par Doğan Altınbilek, de l'Université technique du Moyen-Orient, l'on a assisté à un certain nombre de présentations sur la situation de l'eau à Istanbul. Ünal Öziş, de l'Université d'Ege, a parlé des travaux hydrauliques en Turquie qui, a-t-il dit, incluent les barrages, les citernes et les canaux, dont certains sont utilisés depuis plus de 500 ans. Hasan Sarikaya, de l'Université technique d'Istanbul, a fait une présentation sur les «scénarios régionaux de changement climatique pour la Turquie et les régions avoisinantes», et a souligné la nécessité d'adopter les stratégies d'atténuation et d'adaptation. Il a relevé la hausse de la température en été et la diminution des précipitations en hiver, et a projeté que la Turquie connaîtra une pénurie d'eau dans l'avenir.



Des danseurs locaux ont offert des spectacles aux délégués toute la journée



L'une des gagnantes exhibant son trophée au cours de la Réception et Remise de prix, Session Technique, Journée de la Turquie

Levent Kavvas, de l'Université de California à Davis, a présenté un modèle hydro-climatique du bassin hydrographique du Tigre et de l'Euphrate destiné à une étude des bilans hydriques. Il a noté que l'accroissement de la température à l'intérieur du bassin et dans les environs a conduit à la fonte de neige et à l'élévation subséquente des niveaux de l'eau dans le bassin. Il a déclaré que cette situation nécessitera la construction d'importantes infrastructures de stockage d'eau.

Aynur Gerzile, de l'Administration de l'eau et des eaux usées d'Istanbul (ISKI), a fait une présentation intitulée «Du passé au présent, la Corne d'or», qui décrit le projet de protection environnementale de la Corne d'or. Elle a déclaré qu'une pollution sévère résultant de l'industrialisation et de la croissance démographique a nécessité un projet de 653 millions de \$US qui a permis la réhabilitation et l'embellissement des terres avoisinant la Corne d'or. Les déchets récupérés dans l'eau ont été recyclés et réutilisés dans les autres projets de la ville.

Ömer Özdemir, de la Direction générale des travaux hydrauliques d'État, a présenté l'Initiative métropolitaine de l'eau potable qui fournit de l'eau potable aux résidents d'Istanbul; Raif Mermutlu, d'ISKI, a parlé du projet d'approvisionnement en eau potable d'Istanbul. Il a relevé qu'au rythme actuel de croissance démographique, l'approvisionnement en eau potable va bientôt poser un défi majeur à la ville.

AFRIQUE: Bai-Maas Taal, Secrétaire exécutif du Conseil des ministres africains chargés de l'eau (AMCOW), a déclaré que cette réunion allait servir de point de départ pour le Document de la Région africaine et permettre de mobiliser un vaste soutien régional et international pour consolider les engagements existant en vue de surmonter les divisions sur l'eau et l'assainissement en Afrique. Asfow Dingamo, Ministre éthiopien des ressources en eau, a noté que le Forum mondial de l'eau offre une opportunité de parler aussi des réussites de l'Afrique, et pas uniquement «de la tristesse et des malheurs».



Bai-Maas Taal, Secrétaire exécutif AMCOW

Le Prince d'Orange Willem-Alexander des Pays-Bas, président du Conseil consultatif du Secrétaire général des nations unies pour l'eau et l'assainissement (UNSGAB), a noté qu'il se dégage un consensus de plus en plus grand sur les questions clés relatives à l'eau, et a demandé instamment à l'Afrique et à ses partenaires, d'accélérer le pas dans la réalisation de leurs engagements. Il a souligné que les donateurs ont l'obligation morale de promouvoir l'efficacité de leur aide officielle au développement (AOD), et a proposé le soutien de son organisme pour mobiliser un tel financement.

Oktay Tabasaran, Secrétaire général du 5ème Forum mondial de l'eau, a déclaré que le Forum a garanti la place de l'eau dans l'agenda international et offre aux décideurs une tribune où débattre, créer des liens et faire avancer les discussions sur



Erastus Mwencha, Vice-président de la Commission de l'UA

les questions liées à l'eau. Sfara Giorgio, président du Groupe d'experts du G-8 sur l'eau et l'assainissement, a annoncé la création de l'Alliance G-8/Afrique sur l'eau, lancée au cours de la Présidence italienne, et a ajouté que cette alliance s'inspirera des leçons tirées des Sommets d'Évian et de Toyako.

Déclarant que «nous observons de près et écoutons attentivement», Loïc Fauchon, président du CME a encouragé une redéfinition des institutions d'eau d'Afrique basées sur les expériences et les priorités africaines, dont l'une des tâches sera de trouver une «expression» africaine du droit à l'eau. Dans son discours, Erastus Mwencha, Vice-président de la Commission de l'Union africaine (UA), s'est félicité de l'inclusion des résultats du Sommet de l'UA tenu à Sharm el Sheikh en 2008 au cours duquel les Chefs d'États africains ont approuvé 25 engagements pour résoudre les problèmes liés à la sécurité de l'eau et aux objectifs d'assainissement. En concluant que l'Afrique parle d'une seule voix et «sans distinction entre ceux qui ont déjà reçu de l'aide et ceux qui n'ont rien», il a demandé instamment à toutes les parties prenantes d'agir sans attendre pour surmonter les énormes inégalités qui existent sur le Continent en matière d'eau et d'assainissement.

Michel Jarraud, Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), a parlé des initiatives entreprises par l'Organisation pour renforcer la capacité institutionnelle de l'Afrique, ce qui inclut le développement d'un cadre hydrologique pour rendre les systèmes de gestion de l'eau plus accessibles et durables.

Mandla Gantsho, Vice-président de la Banque africaine de développement (BAD) a présenté le Document de la Région africaine intitulé «Surmonter les inégalités en matière de sécurité de l'eau en Afrique: un agenda pour la mise en œuvre des engagements politiques existants». Il a souligné que le Rapport est l'aboutissement d'un processus consultatif global et vient compléter la Vision africaine de l'eau pour 2025. Gantsho s'est félicité de l'accroissement du financement pour l'eau au cours des dernières années, mais a souligné l'importance des problèmes qui incluent: augmenter



Des danseurs sud-africains ont offert un spectacle au cours de la Journée de la Région africaine.

le pourcentage des terres irriguées; livrer l'assainissement amélioré à 60% de la population africaine; réduire les écarts entre les capacités.

Dans sa présentation sur «Financer une extension durable des infrastructures d'eau africaines» Andrian Rakotobe, de la BAD, a déclaré qu'il faudra annuellement, 50 millions de \$US pour atteindre les objectifs dans trois domaines clés: accès à une eau potable et à un assainissement sûr; l'eau pour l'agriculture; stockage de l'énergie hydroélectrique pour usages multiples.

Reginald Tekateka du Réseau africain pour le développement des bassins, a noté que les systèmes susceptibles de s'adapter au changement climatique nécessitent des investissements en savoir et en savoir faire, en diversité, arrangements institutionnels appropriés et infrastructures adéquates.

Au cours de la session de clôture, l'Afrique du Sud a annoncé qu'elle accueillera la 7ème session de l'AMCOW et la Deuxième Semaine Africaine de l'Eau en novembre 2009. Ce pays a également exprimé son intérêt pour le 6ème Forum mondial de l'eau qui se tiendra dans trois ans.

PROCESSUS POLITIQUE

LES PARLEMENTAIRES

SESSION D'OUVERTURE: Köksal Toptan, de la Grande Assemblée nationale de Turquie, a souhaité la bienvenue aux parlementaires venus de tous les coins du monde. Il a parlé de la gravité de la crise mondiale de l'eau et du rôle important d'une législation efficace dans la gouvernance de l'eau. S'adressant à 200 parlementaires au nom de Loïc Fauchon, Président du CME, Pierre Victoria, du CME a souligné la nécessité de traduire en actions concrètes les principes adoptés à la conférence parlementaire préparatoire du 5ème Forum mondial de l'eau.

Celestion Leroy Gaombalet, de la République centrafricaine, a noté que «partager l'eau» signifie «partager les opportunités» et que les solutions et les approches nouvelles sont déterminantes pour répondre à la demande en eau douce dans le Continent africain. Cho Jin Hyeong, de la République de Corée, a indiqué que la sécheresse et la désertification engendrent la dégradation accrue de végétation et compromettent la disponibilité des produits alimentaires en Asie, alors que la restauration et la prévention diminuent le stress résultant de la sécheresse et des inondations cycliques.

Narcio Rodriguez, du Brésil, a plaidé pour la création d'un parlement mondial permanent pour l'eau, sous l'égide du CME et du Programme hydrologique international de l'UNESCO, pour coordonner les efforts des parlementaires visant à traiter les questions liées à l'eau dans le monde. Il a souligné entre



Narcio Rodriguez (Brésil)



Köksal Toptan, Grande Assemblée nationale de la Turquie



Participants au cours de la session parlementaire

autres, que l'Amérique latine est confrontée aux problèmes suivants: un accès inéquitable à l'eau; une législation sur les eaux souterraines inadéquate; une réglementation inefficace sur les services de l'eau, l'établissement des prix et le paiement pour les services d'écosystème.

Alan Meale, du Royaume Uni et du Conseil de l'Europe, a mis en exergue les impacts du changement climatique sur la disponibilité de l'eau, les systèmes aquatiques et la fréquence des catastrophes. Adnan Mohammad Badran, de la Jordanie, a souligné que l'accès à l'eau est un droit humain fondamental qui doit être mis en œuvre par les parlementaires dans le cadre des lois nationales.

Le modérateur Victor Ruffy, de la Suisse, a ouvert les discussions sur quatre sujets examinés par les parlementaires: le changement global, les eaux transfrontalières; la décentralisation; et le droit à l'eau et à l'assainissement.

Dans un discours, William Cosgrove du Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau (WWAP), a discuté des questions de l'eau identifiées dans le Troisième Rapport mondial des Nations unies sur la mise en valeur des ressources en eau.

SESSIONS CIBLEES:

Mustafa Östürk, de la Grande Assemblée nationale de Turquie, a présenté une session sur le changement global. Il a déclaré que les pays industrialisés ne devraient pas percevoir les mécanismes d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques comme des outils de profit, et a souligné la nécessité d'une action collective.



Mustafa Östürk, Grande Assemblée nationale de la Turquie

Au cours de la discussion qui a suivi, un parlementaire d'Iraq a plaidé pour un accord trilatéral sur les fleuves Tigre et Euphrate pour promouvoir la coopération régionale, alors qu'un délégué de la Hongrie a insisté sur le lien entre la science et la politique, promettant de se servir du prochain mandat de ce pays à la présidence de l'UE pour faire avancer le processus d'un cadre plus efficace pour une utilisation durable de l'eau en Europe. Un parlementaire de la Bolivie a déploré l'absence d'accès aux technologies pour exploiter le potentiel d'eau des glaciers. Certains parlementaires ont souligné l'importance d'éviter la pollution de l'eau; et de l'effet des conflits sur la qualité de l'eau. D'autres ont indiqué qu'en Afrique centrale, en matière d'eau, les conflits et les problèmes environnementaux constituent des menaces plus importantes que la rareté naturelle.

Ursula Eid, de l'Allemagne, a présenté la session sur les eaux transfrontalières. Elle a demandé de ratifier la Convention des Nations unies sur les cours d'eau et d'utiliser l'aide officielle au développement pour renforcer les organisations des bassins fluviaux dans les pays en développement.

Osman Coşkunoglu, de la Grande Assemblée nationale de Turquie, a recommandé entre autres, de promulguer des lois nationales en vue de faciliter le partage transfrontalier

des «avantages» et d'élaborer un traité sur les eaux transfrontalières qui comporte un équilibre acceptable entre les États riverains en amont et en aval.

Au cours des discussions, un parlementaire turc a souligné la différence entre les voies d'eau transfrontalières et les voies d'eau internationales, et a recommandé la négociation d'accords séparés sur ces ressources distinctes. D'autres parlementaires ont souligné l'importance du travail accompli par la Commission du droit international sur les nappes d'eau souterraines transfrontalières.

Salwa el Magoli, d'Égypte, a présenté la session sur la décentralisation. Certains parlementaires ont mis en exergue le rôle d'une législation efficace en vue d'éviter toute corruption et les autres problèmes potentiels liés à la décentralisation. Il a déclaré que la décentralisation devrait suivre les limites des bassins hydrographiques. D'autres ont soutenu l'idée de la mise en place d'un «parlement mondial pour l'eau» et ont proposé une base de données sur les bonnes pratiques et le droit. Les parlementaires ont par la suite discuté des avantages des barrages et du potentiel d'impacts destructeurs sur les pays voisins de retenir dans les barrages les eaux transfrontalières.

Ali Riza Alaboyun, de la Grande Assemblée nationale turque, a présenté la session sur le droit à l'eau et à l'assainissement en soulignant que les parlementaires devraient rendre accessible aux citoyens et sans discrimination, de l'eau et de l'assainissement abordables. David Ebong, de l'Ouganda a déclaré qu'une gouvernance efficace de l'eau est la base de tout droit humain à l'eau et devrait comprendre: la surveillance publique de la ressource; l'accès aux tribunaux pour le respect des droits; la conformité; et les partenariats.

Dans les discussions, certains parlementaires ont souligné que l'eau est un droit humain universel, et que la fourniture de cette eau relève de la responsabilité du secteur public. D'autres ont relevé les défis que pose l'institutionnalisation de l'eau en tant qu'un droit humain et les difficultés auxquelles sont confrontés les pays en développement dans la fourniture de l'eau et des services de l'eau et de l'assainissement.

Richard Durban, des États-Unis a clôturé la session par un message vidéo en annonçant que le Sénat américain va promulguer une loi permettant la fourniture de l'eau à 100 millions de personnes dans les pays en développement.

SESSIONS THÉMATIQUES

CHANGEMENT GLOBAL ET GESTION DES RISQUES PEUT-ON FINANCER ADÉQUATEMENT

L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE?:

Juergen Welschhof, de la Banque de développement KfW, a ouvert la session sur «surmonter les obstacles financiers liés à l'adaptation». Il a souligné que l'élaboration des projets qui utilisent efficacement un financement est aussi importante que la mise en place de nouvelles sources et de nouveaux mécanismes de financement. En tant qu'auteur principal, William Cosgrove du WWAP a présenté un aperçu général du rapport du WWDR-3 en indiquant que les gouvernements doivent donner la priorité aux investissements sur l'eau s'ils envisagent un soutien de la communauté des donateurs.

Dans le premier groupe de discussion présidé par Christoph Gleitsmann de la Banque européenne d'investissement, trois expériences de pays relatives à la planification de l'adaptation au niveau national ont été présentées. Mohamed Ben Sakka, Ministère de l'agriculture et des ressources hydrologiques de la Tunisie, a présenté le plan d'action de son pays pour l'adaptation, notant son ancrage sur les stratégies à long terme au lieu d'une gestion de crise à court terme. Eberhard Goll, de l'Organisation allemande de coopération technique (GTZ), a souligné l'importance d'une approche à plusieurs niveaux à l'adaptation incluant des plans



William Cosgrove, WWAP

de niveaux local, régional et national. Pavel Puncochar, du Ministère de l'agriculture de la République tchèque a plaidé pour des projets bien conçus et viables, capables d'attirer le soutien du gouvernement et du public. Neils Vlaanderen, Ministère des transports, des travaux publics et de la gestion de l'eau des Pays-Bas, a souligné les besoins: de garantir un financement à long-terme et prévisible; d'élaborer des stratégies de surveillance; et d'élargir la portée de l'adaptation. De nombreuses questions ont été soulevées, entre autres: les conséquences de la crise financière sur le financement provenant des gouvernements; la mise en place des projets de budget pour l'adaptation; et la décentralisation du processus de prise de décisions, ainsi que la participation locale.

Au cours du deuxième panel sur les priorités et les options d'adaptation, Vahid Alavian, de la Banque mondiale a observé que bien que les gestionnaires de l'eau travaillent quotidiennement dans un climat d'incertitude, il est nécessaire de mettre à jour et de diversifier la panoplie des outils et des pratiques managériales dont ils disposent. Dans leur présentation commune, Nanki Kaur et Roger Calow ont remis en question la distinction entre adaptation et développement et ont souligné les similitudes dans les réponses, dont

entre autres: développement sans impacts sur le climat; renforcement de la réponse aux catastrophes; investissement dans les infrastructures; et rationalisation de la gestion intégrée des ressources en eau. À propos d'une étude comparative, ils ont noté que la question fondamentale pour l'Afrique consiste à accélérer l'accès aux ressources en eau disponibles, tandis que la Chine, dotée d'une plus grande capacité d'adaptation, est concentrée sur l'équilibre des besoins concurrents.

Nadia Abdul, de la Compagnie d'eau d'Alexandrie, Égypte, a souligné l'efficacité en eau, le rôle des infrastructures et l'extension des programmes de désalinisation comme mesures clés d'adaptation dans le delta du Nil. Joppe Cramwinckel, du Conseil mondial des affaires pour le développement durable, a souligné la nécessité de diversifier les outils d'analyse disponibles afin de favoriser un bon processus de prise de décisions.

Dans le troisième panel, le président Ron Hoffer, de la Banque mondiale, a décrit les évaluations traditionnelles de rendements et les approches techniques comme étant inadéquates pour traiter de l'adaptation au changement climatique, et a souligné la prise en compte des préoccupations sociales pour la justice et le partage des charges. Marloes Bakker du Programme de coopération sur l'eau et le climat, Pays-Bas, a noté que la confusion qui existe entre l'adaptation et le développement a retardé la conception et le financement des projets, et a souligné qu'un financement pour l'adaptation doit être suffisant, prévisible, équitable et efficace.

Jan Schrijen, de l'Association hollandaises des autorités régionales de l'eau, a décrit le «modèle hollandais» de financement de la gestion des inondations dans lequel le gouvernement central gère les investissements de grande envergure dans les infrastructures, alors que les autorités régionales se chargent de la maintenance et des infrastructures de petites envergure, et que les intervenants locaux paient des taxes régionales de l'eau pour soutenir les activités de gestion de l'eau. Schrijen et Vasile Pintilie, de l'Autorité de l'eau de la Roumanie, a discuté de la viabilité d'utiliser le modèle hollandaise en Roumanie, ainsi que du soutien de l'Union européenne pour une gestion décentralisées de l'eau.

Tefera Woudeneh, de la Facilité africaine de l'eau à la Banque africaine de développement, a proposé des stratégies pour garantir les ressources pour l'adaptation en Afrique, qui incluent: une plus grande mobilisation des ressources locales, l'encouragement du développement d'une énergie plus propre, et la demande d'une compensation venant de l'extérieur de la région. Rafael Lazaroms, de l'Association des autorités

hollandaises de l'eau, Hollande, a discuté des principes de conception des taxes ciblées sur l'eau, notant que celles-ci constituent une source sûre de revenus pour les activités de gestion de l'eau, ainsi qu'une caution financière pour des prêts bancaires. Il a relevé l'importance de discuter avec les contribuables locaux tout le long de ce processus.

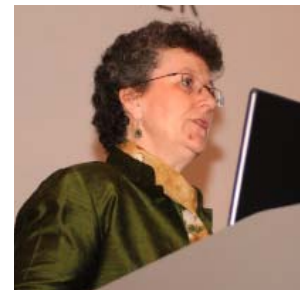
Dans le dernier panel, les participants ont discuté des messages clés de politique. Certains se sont demandé si l'établissement d'une fourchette de prix pour l'adaptation basée sur des données faibles, envoie le bon message aux décideurs. D'autres ont noté que, bien qu'il soit nécessaire d'améliorer les modèles existants, il y a suffisamment des fruits sur des branches basses en termes d'interventions convenues qui peuvent être améliorées dans une première étape. Plusieurs orateurs ont mis en exergue l'importance d'institutions fortes et crédibles pour un accès équitable à l'eau et à l'assainissement. Dans ses remarques de clôture, Geert Aagaard, du Ministère des affaires du Danemark, a déclaré que le résultats de la session reflètent les cinq principes clés qui doivent être pris en compte dans les négociations sur le changement climatique à Copenhague en 2009, en particulier la nécessité: d'un alignement avec les objectifs de développement; d'un renforcement de la résilience pour s'adapter au changement climatique; d'une forte structure de gouvernance; de données et d'échanges d'information robustes; et d'un financement adéquat.

GOUVERNANCE ET GESTION

DROIT À L'EAU DANS LES SITUATIONS D'URGENCE: RESTER SUR LE PRINCIPE OU DEVENIR PRATIQUE:

DEVENIR PRATIQUE: Jean Lapègue, Action Contre la Faim (ACF), France, a déclaré que la session a pour objectif de présenter le cadre juridique pour le droit à l'eau et à l'assainissement, de voir comment ce droit s'applique dans les situations d'urgence, et comment il peut être mis en pratique.

Cyril Laucci, Comité international de la Croix rouge, a présenté le cadre juridique international lié aux droits à l'eau, en marquant la différence entre le droit international humanitaire et la loi sur les droits humains. Il a déclaré que le droit international humanitaire, qui est basé sur la Convention de Genève et ses protocoles connexes, s'applique essentiellement aux situations de conflits internationaux et civils armés, tandis que la loi sur les droits humains est invoquée en temps de paix, y compris les cas de catastrophes naturelles. Il a souligné que le droit international,



Clarissa Brocklehurst, UNICEF

en particulier à travers le droit à la vie, protège l'eau et les installations d'eau pendant les conflits.

Clarissa Brocklehurst, du Fonds des Nations unies pour l'Enfance (UNICEF), et Julie Aubriot, de l'ACF, ont présenté un projet (WASH) dirigé par l'UNICEF sur le droit à l'eau et à l'assainissement dans les situations d'urgence. Aubriot a relevé que peu d'organisations travaillent à la fois sur les droits humains et sur l'eau et à l'assainissement, et a souligné l'importance de développer un langage commun pour tous ces groupes.

Antoine Delepière, de Terre des Hommes, a parlé de la mise en œuvre sur le terrain d'une approche basée sur le droit humain, soulignant les défis pour l'engagement communautaire dans les situations d'urgence. Jakaranda Neptune, de la Mission de stabilisation des Nations unies en Haïti, a déclaré que le Pacte international relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels (ICESCR) constitue un point de départ utile pour des discussions sur les droits humains



Julie Aubriot, ACF



Nadia Abdul, Compagnie d'eau d'Alexandrie, Égypte



Des danseurs locaux posent pour une photo dans l'après-midi

à l'eau, et a expliqué comment une campagne sur le droit à l'eau a été lancée en Haïti, bien que le pays ne soit pas partie à l'ICESCR.

Lara El-Jazairi, du Centre sur le droit sur les logements et les expulsions, a souligné un rapport d'évaluation de dégâts soumis par les Municipalités côtières de Gaza qui établit que la récente guerre avec Israël a causé des dégâts évalués à six millions de \$US aux infrastructures d'eau et d'assainissement. Elle a énuméré les violations du droit humanitaire international perpétrées par Israël en tant que force d'occupation et pendant la guerre.

Fuad Bateh, consultant juridique de l'Autorité palestinienne chargée de l'eau, a souligné que le droit humain à l'eau et à l'assainissement doit être exercé dans le contexte de la réalisation totale des autres droits humains, et a appelé à la reconnaissance des droits des Palestiniens en vertu du droit international de l'eau. Il a souligné qu'Israël et la Palestine doivent concentrer leurs efforts sur un accès à l'eau équitable et raisonnable, et non pas sur un accès minimum à l'eau.

Les discussions ont porté entre autres sur: la définition des urgences, en particulier dans le contexte des urgences récurrentes et prolongées; les préoccupations suscitées par l'établissement des besoins minimum d'eau à 50 litres par personne par jour, étant donné que les besoins sont plus élevés si l'on tient compte du droit à l'alimentation; la nécessité de lier les réponses d'urgence avec les activités de développement à long terme; les raisons de la résistance à la reconnaissance du droit à l'eau; la souveraineté étatique et l'habileté de la communauté internationale de garantir les droits à l'eau pour les populations de pays en conflit; et la nécessité de reconnaître le droit à l'eau dans la déclaration ministérielle du Forum mondial de l'eau.

ÉVÈNEMENTS PARALLÈLES

UNE CONVERSATION AVEC LES BÉNÉFICIAIRES DE LA FONDATION BILL & MELINDA GATES: Louis Boorstin, Directeur adjoint du WASH programme de la Fondation, a cité ses principaux objectifs à savoir: l'impact, la durabilité et l'évolutivité. Il a souligné l'intérêt de la Fondation pour le leadership et l'apprentissage, et mis l'accent sur sa «recherche des solutions durables à la bonne échelle». Quatre bénéficiaires ont fait des présentations.

Glenn Austin, du Projet Eau Potable (PATH), a décrit un projet sur des mécanismes durables et innovateurs de traitement sur le site de désinfection, et de stockage de l'eau. Il a expliqué que les solutions commerciales aux défis posés à la santé sont généralement inaccessibles pour les plus démunis, mais que l'on peut concevoir des systèmes innovateurs durables pour les moins nantis, et basés sur le marché.

Jae So, du Programme eau et assainissement, a présenté le «Global Scaling-up Project» dont le but est d'accroître l'accès à l'assainissement de base et contribuer au développement

d'environnements favorables aux systèmes d'assainissement, en particulier à travers une combinaison d'approches d'assainissement basées sur la communauté et sur le marché.

Sam Parker, de Eau et Assainissement pour les Pauvres des Villes, a présenté un projet axé sur l'appui aux prestataires de services locaux, qui consiste à prélever des ressources du secteur privé pour l'eau et l'assainissement, et à relier les organisations basées sur la communauté avec les fournisseurs pour les grandes zones urbaines.

Ben Lamoree et Catarina Fonseca, du Centre international de l'eau et de l'assainissement, ont présenté le programme WASHCost dont le but est d'améliorer la planification du service de cycle de vie dans les systèmes en se concentrant sur la maintenance et la durabilité à long-terme dans la conception du projet.

Les participants ont discuté entre autres, des difficultés à atteindre les communautés à faible revenu; des effets des différences culturelles dans la mise en œuvre du projet; comment établir des critères d'évaluation pour des projets qui répondent à l'apprentissage et qui peuvent changer avec le temps; les défis de la demande pour le traitement d'eau et les services de l'assainissement; et comment les bénéficiaires évoluent dans des paysages politiques dans lesquels leurs projets ont été implantés.

AUTOUR DU FORUM

EXPOSITION ET FOIRE MONDIALES SUR L'EAU:

Lancé par Veysel Eroğlu, Ministre de l'environnement et de la foresterie, L'Expo et la Foire mondiales sur l'eau incluent des stands de diverses compagnies internationales d'eau et de l'environnement. Le Ministre a souligné que «l'intérêt de tant de compagnies illustre l'importance du 5ème Forum mondial de l'eau et de la Turquie».



Veysel Eroğlu, Ministre de l'environnement et de la foresterie, lors de l'ouverture de la Foire et de l'Expo mondiales de l'eau.